

Nicolas de Germay

# MONDIALISATION

## UN AUTRE REGARD



Extrait de la publication

nouveau monde  
éditions



# MONDIALISATION

UN AUTRE REGARD

Corrections : Catherine Garnier  
Maquette : Interscript

© Nouveau Monde éditions, 2010  
ISBN : 978-2-84736-529-0  
Dépôt légal : juin 2010

*Nicolas de Germy*

# MONDIALISATION

UN AUTRE REGARD

**nouveau monde** éditions

Extrait de la publication



*Peu importe qu'il y ait du sucre aux Indes, de la porcelaine en Chine,  
du café en Arabie, il faut que l'on me l'apporte.*

Condorcet, *Commentaire sur*  
De l'Esprit des lois *de Montesquieu*





# Introduction

Le monde était en crise et nous aspirions à en sortir.

Comme pour un iceberg, l'on ne s'intéressait qu'à la partie émergée... quelques indices positifs – les importants profits des banques, la remontée des Bourses – et l'on considérait la sortie de crise acquise à la fin 2009. Pourtant l'émirat de Dubai n'avait évité la faillite que grâce aux interventions successives de son riche voisin pétrolier l'émirat d'Abou Dhabi et l'État grec ne devait son salut qu'à un plan de rigueur et à l'intervention de l'Europe et au soutien du FMI. Alors que l'Allemagne n'était pas prête à « faire un chèque en blanc à la Grèce », les spéculateurs jouaient la dette des États. L'heure était grave. La Roumanie en appelait au FMI. L'Espagne ou le Portugal pouvaient plonger. Le dimanche 9 mai au soir, avant l'ouverture des bourses, les Européens brisaient un dogme hérité du Traité de Maastricht. Les établissements financiers et les banques allaient pouvoir se délester de leurs emprunts d'État « pourris » auprès de la Banque centrale européenne. Un dispositif de soutien aux États en difficultés de 750 milliards d'euros était cofinancé par l'Union européenne et le FMI. Tentions-nous de résoudre une crise de dette par plus d'endettement ? Que proposait Bruxelles pour retrouver le chemin de la croissance ? Alors que les bourses s'envolaient et en particulier la valeur des banques, la question d'un plan stratégique pour l'Europe était posée.

Auparavant, experts en prévision et économistes n'avaient rien vu venir. Le gouvernement français projetait d'introduire le système des crédits hypothécaires « rechargeables », celui-là même qui servirait de

détonateur à la crise des subprimes<sup>1</sup>. Aux États-Unis, celui que l'on désigne par *mainstreet*, l'homme de la rue en opposition à Wall Street, voyait fondre son IRA (Individual Retirement Arrangement), plan retraite personnel en actions, ou saisir son domicile. Pourtant, alors que le séisme se profilait aux États-Unis... nulle crainte à avoir chez nous selon nos dirigeants. La crise qui s'annonçait était l'une de ces crises habituelles qui frappent le système capitaliste (plus de soixante avaient été répertoriées depuis celle de 1929). Passé une période difficile, tout redeviendrait donc comme avant, jusqu'à la prochaine... Je ne le pensais pas, même si le capitalisme avait fait ses preuves par ses capacités d'adaptation<sup>2</sup>. Cette crise fut, en réalité, d'une très grande violence et toutes les économies ont été touchées. Indice de la gravité de la situation : pour la première fois, nous avons assisté à des interventions coordonnées des banques centrales (y compris celle de la Chine). Nous étions donc bien face à une crise mondiale. L'on ne pouvait plus espérer du « reste du monde » pour limiter les effets d'une crise régionale comme ce fut le cas lors de la crise asiatique de 1997.

Pour les financiers, le pire est aujourd'hui passé. On a simplement vécu l'éclatement d'une bulle... Aux États-Unis, en France, les banques ont remboursé les aides publiques, espérant ainsi retrouver les coudées franches. Les bonus sont de retour, chez Goldman Sachs comme chez BNP Paribas... même si – faux-semblant – les gouvernements européens ont tenté de les encadrer temporairement. Tout irait donc bien dans le meilleur des mondes. Et pourtant, la « planète finance » vit assise sur une bombe. Si celle-ci éclatait, celle des subprimes ressemblerait à un pétard mouillé. Ce risque a pour nom

---

1. Celle-ci est associée aux prêts immobiliers accordés au début des années 2000 à des ménages américains peu solvables. Leur montant était gagé sur la valeur du bien immobilier. Tant que les prix de l'immobilier ont continué à progresser, ces prêts ont permis de dégager des rendements élevés : ils ont donc eux-mêmes été transformés en produits financiers titrisés et incorporés dans de nombreux instruments financiers pour en dynamiser la rentabilité. Le retournement du marché de l'immobilier américain au début de l'année 2007 et les premières pertes liées à ces prêts hypothécaires titrisés ont déclenché la crise financière.

2. Paul Krugman à propos de la crise asiatique de 1997. Cet économiste américain a obtenu le prix Nobel d'économie en 2008.

## Introduction

CDS<sup>3</sup> et représente plus de 30 000 milliards de dollars d'encours à comparer aux « seulement » 4 000 milliards de subprimes ! Tout aussi inquiétant, et preuve que des pratiques se perpétuent malgré la volonté affichée de mettre en place une gouvernance mondiale, des fonds et des banques ont misé sur l'effondrement de la Grèce en intervenant sur ce marché « opaque » des CDS.

En réalité, les opinions publiques ont peur. On peut toujours leur dire que des indicateurs repassent au vert mais les faits sont là. D'avril 2008 à avril 2009, le chômage a crû de 40 % dans les pays riches et continue de progresser. Entre 2007 et début 2010, nous avons enregistré 26 millions de chômeurs en plus, soit un bond sans précédent de 80 %. La France s'attend à repasser la barre des 10 % d'ici à fin 2010, et les États-Unis celle des 8 %, soit un quasi-doublement depuis un an. Pire encore, et malgré notre système de protection, selon Pôle Emploi, plus d'un million de Français – ceux que l'on désigne sous le terme de « chômeurs en fin de droits » – devraient arriver à la fin de leur indemnisation en 2010.

Le mal est fait. Les emplois détruits ne pourront être recréés. Les entreprises doivent s'adapter, se restructurer, affronter un nouveau monde.

Même si le crédit des États industrialisés leur permet d'emprunter et de trouver ainsi des liquidités, les déficits publics se creusent. Les banques reconstituent leurs fonds propres, accroissent leurs marges et prêtent avec prudence et dans des conditions draconiennes. Les entreprises des pays industrialisés ont perdu, en deux ans, près de 50 % de la valeur de leurs actifs financiers au bilan. Conséquence, le resserrement de leurs fonds propres étrangle leur capacité d'investir. Pourtant, nous devons renouer avec la dynamique de l'investissement. C'est le seul mécanisme qui peut permettre la relance durable, de retrouver le chemin de la croissance et de renouer avec la confiance.

---

3. *Credit Default Swap* : instrument financier visant à offrir une assurance contre un défaut de crédit, qu'il soit public (on peut prendre une assurance contre le défaut de paiement de la Grèce ou de la France) ou privé (sur une signature comme celle de Total ou sur un secteur donné comme les entreprises du jouet). Voir chapitre 3.

## *Mondialisation*

Une reprise à court terme semble donc difficile. Nous sommes en réalité dans une situation qui s'apparente à la grande illusion. Après la crise, il est certain qu'il y aura une sortie. Mais, quand ? Déjà certains s'interrogent : et si la crise n'avait pas encore réellement commencé ?

Depuis les années 1990, la croissance de l'économie mondiale reposait sur trois piliers : une consommation américaine forte (financée par l'emprunt), une révolution des technologies financières et l'explosion des pays émergents. En 2008, tous les experts affichaient leur optimisme. Cette année-là devait être celle de la convalescence de l'économie mondiale, après une crise qu'ils continuaient à percevoir comme purement financière. La croissance de l'économie asiatique disposant de ses propres ressorts, l'Asie devait bénéficier d'un développement soutenu. Le reste de la planète, sous-entendu les économies occidentales, après une phase de décélération de leur croissance, aurait dû connaître une reprise vigoureuse.

Un an après, experts et politiques étaient déboussolés et seul l'ancien Premier ministre britannique, Tony Blair, avait la lucidité de déclarer : « Demandez aux experts ce qu'il faut faire et la réponse la plus honnête est : je ne sais pas. » Emporté par la crise des subprimes, les crédits toxiques puis par la folie de quelques prodiges de la finance, le monde était confronté à une crise qui, aux yeux de l'opinion publique, était celle de la finance, de l'argent facile.

Face à cette situation, la tentation est grande de chercher des boucs émissaires, les coupables, comme à chaque grande peur. Les responsables : le retrait de l'État, les dé-régularisations des années 1980 et 1990, les patrons voyous et leurs « golden parachutes ». Et bien sûr la mondialisation...

« Il faut instaurer – le mot était lâché – une gouvernance mondiale. » Les instances de contrôle – largement renforcées après les

## Introduction

scandales de Barings<sup>4</sup> ou d'Enron<sup>5</sup> – étaient mises en défaut, et l'affaire Madoff démontrait que les leçons n'avaient pas été tirées. Alan Greenspan, ancien patron de la FED, qui avait été érigé en mythe, tombait de son piédestal. Il avouait ses erreurs et allait jusqu'à admettre<sup>6</sup> que la crise remettait en cause la supériorité d'un système auquel il avait toujours cru. Les politiques monétaires qu'il avait suscitées avaient entraîné les États-Unis dans le mur. L'État et les citoyens avaient vécu à crédit et si Washington pouvait encore jouer sur les déficits publics grâce à la force du billet vert, les Américains étaient incapables de rembourser leurs crédits immobiliers ou à la consommation. Manière de panser pour quelques jours les blessures, l'administration démocrate d'Obama décréta le gel des expulsions pendant la trêve des confiseurs entre Noël 2009 et le Jour de l'an 2010. Le plus inquiétant réside peut-être ailleurs. L'opinion a l'impression que plus personne ne contrôle la situation.

On assiste alors au grand retour de l'État, la réponse à tous nos malheurs. Ceux qui hier vantaient les bienfaits du marché comme seul régulateur acceptable sont les premiers à demander plus d'État... Ce sera notamment le cas, en janvier 2009, au World Economic Forum de Davos – symbole du « fondamentalisme de marché » s'il en est.

Dans ce contexte, qui croire ? Essayons d'analyser les faits. Tout d'abord, nous avons à faire face à la première crise qui touche réellement toute la planète, ce qui n'avait pas été le cas en 1929 où l'on avait assisté à l'effondrement généralisé de la production des seuls pays industrialisés. La crise actuelle a été présentée comme financière, bancaire, monétaire, boursière. Or, elle a surtout touché l'économie réelle avec des conséquences dont on n'a pas encore mesuré tous les effets. Tous les indicateurs le démontrent, nous sommes entrés, selon

---

4. Barings, une des plus prestigieuses banques du Royaume-Uni. Elle fit faillite en janvier 1995 suite à des pertes réalisées par l'un de ses traders, Nick Leeson, alors âgé de 28 ans. De mauvaises transactions sur le Nikkei, principal indice de la Bourse de Tokyo, avait fait perdre 1,3 milliard de livres à la banque, ce qui provoqua une crise sans précédent à la City de Londres.

5. Enron, société du secteur énergétique, est à l'origine d'un scandale sans précédent en 2001, précipitant dans sa chute le cabinet d'audit Arthur Andersen : l'entreprise gonflait artificiellement ses profits en masquant ses déficits. Cette faillite entraîna une profonde réforme de la réglementation dans le secteur électrique et de la régulation comptable.

6. *Le Monde*, 25 octobre 2008.

## Mondialisation

les pays, en dépression ou en récession. Une certitude, nous sommes dans un cycle long, en particulier dans les pays industrialisés qui seront plus durablement affectés en raison de leur très forte dépendance à la finance et du fait des déficits publics qui se creusent. Nos sociétés occidentales devront se remettre en question. Les systèmes de financement et les mécanismes vantés hier – fonds de pension<sup>7</sup>, *hedge funds*<sup>8</sup>, fonds LBO<sup>9</sup> – sont critiqués ou en faillite. On en vient à retrouver des vertus au système de protection à la française, issu du consensus de la Libération, tant décrié mais qui, en période de crise, représente une assurance tant pour les personnes que pour l'État. Comme le prévoyait il y a plusieurs mois le président de Renault-Nissan<sup>10</sup>, que ce soit à Paris, New York, Pékin ou au plus profond de l'Inde, du Brésil ou d'ailleurs « la crise financière va se transformer en crise économique puis sociale et enfin politique ». Nous sommes bien dans une « crise structurelle, d'une nature inédite, globale, qui exprime le besoin d'ajustements fondamentaux, aussi bien au niveau du secteur productif qu'au niveau de la consommation, au niveau national qu'au niveau international ».

Dans ce monde en pleine remise en question, tous les pays et toutes les économies ne sont pas logés à la même enseigne. Alors même que nous ignorons encore l'ampleur des conséquences de la récession actuelle, on s'interroge déjà sur l'après-crise. Se référant au philosophe René Girard, Denis Kessler<sup>11</sup> faisait remarquer qu'« une crise génère toujours la recherche de bouc émissaire : les Chinois, les patrons, les

---

7. Investisseurs institutionnels qui gèrent des fonds confiés par des entreprises et leurs salariés en vue d'assurer à ses derniers un revenu sous forme de pension lorsqu'ils auront cessé leurs activités professionnelles.

8. Les *hedge funds* sont des fonds d'investissement non cotés – et le plus souvent installés dans des zones à faible régulation financière – à vocation spéculative recherchant des rentabilités élevées.

9. Un LBO ou *Leveraged Buy Out* est le rachat des actions d'une entreprise financé par une très large part d'endettement. L'acheteur s'endette pour racheter l'entreprise. Il paiera les intérêts de sa dette et remboursera celle-ci grâce aux dividendes réguliers ou exceptionnels provenant de la société rachetée. Voir chapitre 3.

10. Carlos Ghosn, *Les Échos*, 26 janvier 2009.

11. Président de la SCOR (société de réassurance) et ancien vice-président du Medef, *JDD*, 29 mars 2009.

## Introduction

banquiers, les immigrés... Il faut donc éviter les solutions simples et les idées à l'emporte-pièce ». Retour à la confiance, nouvelles régulations, reconstruction d'un tissu économique décomposé, restructuration des bilans dégradés, tel est le constat du patron de la SCOR. Au-delà, il nous propose sa vision de l'avenir pour sortir de la crise. Il la résume en trois V : « une Vision du monde, une Volonté et des Valeurs fortes », en opposition aux trois P : « enfants bâtards de toute crise, le Protectionnisme, le Populisme et le Patriotisme qui dégénère en nationalisme ».

Et justement, la mondialisation n'est sans doute pas morte, n'en déplaît aux partisans du « patriotisme économique », pudique invention française pour camoufler cette bonne vieille tentation du protectionnisme.

Ma conviction est que nous sommes entrés dans une phase de rupture industrielle, dans une *quatrième mondialisation*<sup>12</sup>, celle emmenée – pour la première fois – par les pays dits « émergents », qui touchera particulièrement les pays dits « développés ».

Qu'on le veuille ou non, ce ne sont pas les États qui font la richesse mais bien les entreprises. Et celles-ci sont devenues mondiales, en ce sens que la plupart sont aujourd'hui largement dépendantes de fournisseurs étrangers ou appartiennent à des circuits d'intégration industriels (sous-traitants ou assembleurs) mondiaux. Quand elles ne sont pas globales, c'est-à-dire opérant sur un marché unique à l'échelle du monde. Cette évolution est trop souvent oubliée pour des motivations politiciennes nationales. Les politiques se sentant – à juste titre – dépassés. Gandrange en est l'exemple.

Arcelor-Mittal, à la différence de l'industrie automobile, ne sollicite pas l'aide des États. De par sa structure, un capitalisme familial, la famille Mittal est *maître* chez elle, et si son dirigeant a accepté de se rendre à l'invitation de l'Élysée, il n'est pas comme les dirigeants de Renault ou de PSA dans l'obligation d'accepter les diktats du chef de l'État quant à la gestion de son entreprise. S'il est contraint de

---

12. Voir chapitre 1.

fermer un site, il le fait. S'il doit délocaliser une activité pour accroître ses gains de productivité, il le fera. Que le groupe soit dirigé par un Indien n'est pas le plus important. Arcelor-Mittal est une entreprise globale et sa vision ne peut se réduire à un pays et à un horizon comme la France. Aujourd'hui, Mittal est confronté à un fort endettement et sa survie en dépend. Ses choix stratégiques sont simples... soit le groupe peut faire face à ses échéances, soit il disparaît... et qu'importent les promesses et injonction d'un chef d'État. Même si Gandrange a été fermé, avec les suppressions d'emplois que cela implique, la chance du groupe réside dans son actionnariat. Mittal peut supporter une perte. Aujourd'hui, la question est de savoir où est l'essentiel pour son avenir : sauver un site ou un groupe dans son ensemble<sup>13</sup> ? Cela étant, la déception a été d'autant plus forte pour les salariés français que la revitalisation du bassin de Gandrange promise par Nicolas Sarkozy en avril 2008 n'a pas été suivie d'effets. Sur les cinq mesures phares annoncées par le président de la République, trois seront abandonnées, comme la création d'une centrale électrique par Poweo.

Cette intégration à la mondialisation, dénoncée par certains nostalgiques d'un passé et d'une économie qu'ils ne connaissent pas, la France en bénéficie également. Comment expliquer sans cela le dynamisme de nos grandes entreprises ? Les sociétés du CAC 40 réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires et de leurs bénéfices à l'échelle du monde, ce que les marchés français et européen ne leur permettraient pas. Ainsi un grand nombre d'entre elles peuvent toujours figurer parmi les leaders mondiaux de leur secteur d'activité. Le capital de ces entreprises du CAC 40 est également largement mondialisé, étant majoritairement détenu par des groupes financiers, fonds ou actionnaires étrangers.

Dans les pays émergents, nous pouvons observer le dynamisme de groupes mondiaux récents. Même si, à la différence des multinationales des nations industrialisées, ces émergents manquent de moyens de

---

13. En 2009, Mittal a réduit ses effectifs dans le monde de 39 000 personnes, portant son effectif à 287 000 salariés. Pour 2010, le géant industriel a annoncé la suppression de 11 000 emplois.



## *Introduction*

financement, ils bénéficient de conditions particulières (coûts salariaux et sociaux faibles). Un indice donne un aperçu de l'importance de ces firmes émergentes. La croissance du chiffre d'affaires de ces multinationales entre 2005 et 2009 a été supérieure à 29 % contre 5 % pour celles de l'indice Standard & Poors 500 qui porte sur les cinq cents plus grandes firmes américaines. Parmi les nouveaux venus du classement des « nouveaux challengers » du Boston Consulting Group<sup>14</sup>, on compte quatre firmes des Émirats arabes unis, une brésilienne, une chilienne, quatre chinoises, une hongroise, trois indiennes, une koweïtienne, une mexicaine et deux russes... Une liste qui préfigure la nouvelle géographie de notre économie mondiale. Autre enseignement, ces multinationales, qui sont en train de concurrencer nos vieilles firmes, ont des secteurs d'activités très divers. Outre les sociétés de services, ce sont des groupes industriels comme le chimiste ChemChina, ou des sociétés technologiques comme la société émiratie Etisalat. Ainsi, selon le classement Fortune 2009, quelques géants chinois commencent à rivaliser avec le fleuron des multinationales occidentales. Elles sont déjà trente-sept, souvent publiques, dans des secteurs aussi porteurs que l'automobile, les télécoms ou les énergies renouvelables.

Sans sombrer dans le défaitisme, nous devons nous inspirer de cette réflexion de Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne : « Nous avons créé une entité nouvelle, l'économie mondialisée, dont nous découvrons la fragilité [...] L'avenir n'est écrit nulle part en ce moment. »

Nous savons que nous sommes à un tournant. Dans deux ou trois ans, la dette des pays de l'OCDE va dépasser leur produit intérieur brut.

Il faut donc repenser l'avenir. L'État va devoir se réformer et ce n'est pas seulement en appliquant un train de mesures qui s'imposent à nous, qu'on le veuille ou non (diminution de la protection sociale, du nombre de fonctionnaires, augmentation des impôts...).

Il faut une vision et c'est ce que l'on devrait être en droit d'attendre de l'État. Plutôt qu'un retour de l'État tout-puissant comme dans l'après-guerre, nous avons besoin d'un État stratège qui ne se laisse pas

---

14. Classement 2008.

aveugler par le poids des lobbies, la pression de quelques syndicalistes prêts à tout faire sauter ou la dictature du court terme illustrée par un recours permanent aux sondages et aux artifices de la communication comme art de gouverner.

Il faut un retour de l'État volontariste au service d'une vision réaliste de l'avenir.

Les plans de relance constituaient une nécessité face à l'urgence. Ils auraient été encore plus efficaces si les pays européens s'étaient concertés. Mais les déficits qui en découleront dans la plupart des pays industrialisés seront supportés par les générations futures, hypothéquant leur avenir. C'est ce qui explique que la chancelière allemande a fait inscrire dans la Constitution l'interdiction d'un exercice budgétaire en déficit. Elle s'engage à baisser les impôts tout en réduisant les déficits publics. Tout le contraire de la France qui théorise sur les bienfaits... du « bon » surendettement.

La relance par les déficits ne permet – en effet – que d'amortir le choc de la crise. Se dispenser de l'accompagner de réformes profondes et structurelles est un luxe que nous ne pouvons plus nous permettre.

La politique de subventions aux secteurs en difficulté – même si elle répond à l'urgence – n'est, de la même façon, pas une solution. Tout au plus est-ce un placebo permettant d'attendre une amélioration. Renflouer des secteurs en perte de vitesse ne constitue pas une politique. On ne sauve pas une entreprise en difficulté par une simple injection de fonds. On la sauve en finançant un plan de changement. Les entreprises comme l'État pour sa stratégie économique doivent envisager une refonte de leur *business model*. Comme l'a déclaré Barack Obama lors de son discours d'investiture de janvier 2009, « cela va prendre du temps, car ce que nous voulons faire, ce n'est pas seulement relancer l'économie mais amorcer la solution à certains des problèmes structurels que nous avons dans cette économie ».

Le cœur de mon activité professionnelle est de restructurer des entreprises, que ce soit en Europe ou dans les pays émergents. Contrairement à l'opinion communément admise, il ne s'agit pas de

## Introduction

rechercher à tout prix la réduction des coûts, même si c'est souvent un exercice obligé, ou à procéder à des licenciements. Nous devons aider les entreprises à surmonter les difficultés qu'elles rencontrent, à franchir des obstacles et leur permettre une nouvelle croissance, un nouveau développement. Il s'agit aussi d'aider des entreprises innovantes, rentables, à franchir une étape dans leur croissance, soit en les accompagnants à l'étranger sur de nouveaux marchés, soit en les rapprochant de partenaires financiers des pays émergents qui *de facto* les positionneront sur ces marchés porteurs. Ainsi, c'est avec une autre vision que j'aborde la mondialisation, non comme un économiste ni comme un expert, mais en praticien de l'entreprise. Mon propos n'est donc pas de choisir entre délocalisation et patriotisme économique, mais entre déclin et croissance. Loin de me laisser aller à un « déclinisme » stérile, je voudrais dire que notre pays dispose d'atouts formidables, mais qu'il doit en jouer plutôt que de se replier sur lui-même... C'est aussi admettre que nos frontières ne sont plus seulement européennes mais que notre territoire, c'est aujourd'hui le monde<sup>15</sup>. Refuser la mondialisation revient à priver nos entreprises d'opportunités fortes de croissance dont nous ne pouvons nous passer. Nos PME ont le potentiel pour jouer cette partie. Elles peuvent, pour peu que l'on les y aide, nouer des partenariats internationaux, accéder à de nouveaux marchés, lever des capitaux importants pour financer leurs programmes de recherches. Aux politiques – en privilégiant le niveau européen car c'est le seul qui puisse réellement compter – de gérer les risques induits par cette même mondialisation, car elle n'en est pas exempte.

Ce parti de privilégier l'entreprise, loin des dogmes, se fonde sur un principe de réalisme qui impose une remise en question permanente, une adaptabilité à l'environnement, donc une vision à court mais aussi à plus long terme. Ce sont en effet les qualités d'un entrepreneur, qualités qui devraient être aussi celles des princes qui nous gouvernent.

---

15. À cet égard, on ne peut que s'inquiéter du fait que la France a été le seul pays de l'Union européenne à ne pas consommer son quota dans le programme Erasmus en 2008. 4000 bourses n'ont pas été utilisées par des jeunes français pour aller étudier dans un autre pays de l'Union.





# MONDIALISATION UN AUTRE REGARD

Non, ce n'est pas un nouveau livre sur la crise !

L'auteur, fort de son expérience auprès d'industriels, de gouvernements des pays émergents, de fonds souverains, nous propose d'ouvrir les yeux sans complaisance sur la mondialisation et d'y trouver des motifs d'espérer et de rebondir.

Bien des faits récents nous rappellent que la mondialisation est entrée dans une nouvelle phase, celle où les pays « industrialisés » du Nord ne décideront plus seuls et où l'essentiel des ressources se trouvera au Sud. Plutôt que de déplorer – voire de diaboliser – un mouvement inéluctable, sommes-nous prêts à en accepter les conséquences, à nous adapter pour en tirer profit ?

Ce livre propose un autre regard sur la mondialisation. Il nous invite, appuyé par de très nombreux exemples en France comme à l'étranger et par des rencontres avec des chefs d'entreprise d'Inde et du Maroc, à revoir notre logiciel de pensée. Sans l'Europe, nous ne sommes rien, mais sans stratégie commune, comment renouer avec la croissance ? Parions sur notre valeur ajoutée, la recherche et l'innovation. Accompanyons le Sud pour qu'il devienne demain un partenaire et un marché pour nos entreprises.

Brisant des tabous, Nicolas de Germay dénonce le protectionnisme ou des idées reçues comme celle qui voudrait qu'investir à l'étranger fasse perdre des emplois en France.

Refusant de s'inscrire dans le pessimisme ambiant, conscient de nos difficultés (chômage, destruction d'emplois, déficits publics...), l'auteur ouvre des voies aux PME et aux PMI pour qu'elles s'adaptent à cette nouvelle mondialisation et dynamisent leur développement.

Conseil en stratégie financière et d'entreprise, **Nicolas de Germay** a opéré pour le compte de fonds souverains, de groupes de pays émergents comme de PME, afin d'accompagner et de développer des entreprises européennes. Président de l'ARE, association regroupant les professionnels français des restructurations d'entreprises, il est aussi le directeur général de la WPC (World Policy Conference).



© Arghphoto / Stéphane Olivier

19 euros

978-2-84736-547-4



nouveau monde  
éditions

[www.nouveau-monde.net](http://www.nouveau-monde.net)

SODIS 英  
NU8062-1